

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le social au coeur, c'est maintenant !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mercredi 10 avril 2013

Démocratie & Socialisme

Édito pour la Lettre de D & S parue le 8 avril 2013

Les aveux de Jérôme Cahuzac ont provoqué un séisme politique. Le gouvernement est ébranlé, la majorité parlementaire sidérée, le pays stupéfait. Il y a bien sûr le mensonge, répété avec morgue et sang froid pendant de longs mois, mais il y a surtout la révélation d'un conflit d'intérêt et d'une collusion. Celui d'un ministre qui prodigue la rigueur aux salariés alors qu'il s'affranchit lui-même de la solidarité publique et celle des relations entre milieux d'affaires et pouvoir.

Cahuzac le porte-parole de l'austérité

Cette mésaventure n'est pas l'histoire d'un homme mais le symbole d'une époque. Quand les dirigeants de gauche s'abandonnent aux forces d'argent, lorsqu'ils renoncent au projet d'émancipation sociale et ne font plus confiance en la mobilisation de leur électorat, ils échouent. Il n'y a pas d'alternative au rapport de forces contre le capital. Les droits sociaux et politiques ont été conquis contre la résistance déterminée des possédants. Il ne peut y avoir d'hésitation dans l'action ni de pause dans le changement.

Jérôme Cahuzac a incarné le contraire de cette audace en défendant, au coeur du gouvernement, une ligne minoritaire parmi les électeurs de François Hollande. Il a bénéficié à ce titre de la mansuétude et des louanges de l'opposition de droite. C'est en se faisant le porte-parole de l'austérité et de l'équilibre budgétaire qu'il a gagné sa popularité auprès des riches créanciers et des fonds d'investissement. Une considération d'autant plus facilement acquise qu'il partageait avec eux un mode de vie et une préoccupation similaire. Celle de l'accumulation et de l'enrichissement sans limite dont l'évasion fiscale est le symptôme.

Contre la rente et la finance

Ce ne sont pas moins de 590 milliards d'euros d'avoirs français qui sont cachés dans les paradis fiscaux dont 108 milliards en Suisse. Ces dernières années les plus grandes banques françaises ont multiplié la création de sociétés situées dans les îles Vierges britanniques, les îles Samoa ou Singapour afin de permettre à leurs clients les plus fortunés d'échapper au contrôle du fisc. Ce braquage de la richesse publique est tout aussi indécent qu'il est improductif. Ces circuits financiers alimentent les fonds vautours qui déstabilisent et dévastent des économies entières.

Alors que plus de la moitié des salariés gagnent un salaire net inférieur à 1 700 euros, que 14 % des ménages vivent avec moins de 1 000 euros, que le chômage frappe plus de 5 millions de travailleurs, il est urgent d'avoir la main ferme contre la rente et la finance. Cela passe par une répression implacable contre la délinquance financière et la mise en oeuvre d'une grande réforme fiscale. L'impôt doit retrouver son caractère progressif et redistributif, les mouvements de capitaux doivent être contrôlés et maîtrisés.

Un programme de relance

François Hollande a gagné contre Nicolas Sarkozy en faisant de l'égalité un enjeu central de sa campagne. Le gouvernement doit ancrer sa politique dans cette aspiration puissante et majoritaire dans le pays. Il ne s'agit pas tant

de changer de ministres que de retrouver ce qui fait la force de la gauche lorsqu'elle se met en mouvement, la passion de la justice et du progrès. Aucun référendum, aucune pétition ne s'y substituera. En finir avec les politiques de rigueur, suppose d'appliquer un programme de relance déterminée qui rétablisse la confiance entre le monde du travail et ses représentants. L'affaire Cahuzac doit servir de leçon et être l'occasion de ce tournant.

Réorienter l'Europe

Il ne manquera sûrement pas d'oppositions techniques ou réglementaires aux mesures ainsi décidées. Les institutions actuelles ont déjà démontré qu'elles pouvaient être un corset pour la réalisation d'une politique qui place le social au coeur des ses orientations. C'est la raison pour laquelle il faut poursuivre la démocratisation des institutions et redistribuer le pouvoir en même temps que les richesses. La gauche ne connaîtra pas l'échec si elle assume ce rôle et l'accomplit dans l'unité, avec courage et conviction.

À l'échelle de l'Europe, les mouvements populaires contre les mesures d'austérité qui se manifestent de Madrid à Ljubljana, de Lisbonne à Nicosie, de Reykjavik à Athènes démontrent la naissance d'une conscience sociale et démocratique commune. Ces mobilisations constituent une opportunité historique pour réorganiser l'Union Européenne. La gauche française doit s'en saisir pour s'opposer à la politique d'Angela Merkel et proposer un projet alternatif, fédéral et solidaire. Du changement en France peut naître le changement sur le continent. Il n'y a de bataille perdue que celles qui ne sont pas menées.